

Date : 08/07/2014

« Rome, du libéralisme au socialisme » de Philippe Fabry

Par : Francis Richard

Selon Philippe Fabry, la liberté perdue serait la principale cause du déclin et de la chute de Rome.

Philippe Fabry

ROME DU LIBÉRALISME AU SOCIALISME



Leçon antique
pour notre temps



Quelles sont les causes du déclin et de la chute de Rome ? Le ramollissement des Romains par le christianisme (Edward Gibbon) ? La supériorité technologique des barbares ? L'affaiblissement de l'Empire par son instabilité politique (réponse interrogative purement descriptive) ? Un accident imprévisible dû à un concours de circonstances (Paul Veyne) ?

Ce sont autant de réponses classiques. Il en est une, moins connue, que Philippe Fabry a relevée dans *Les considérations sur les causes de la grandeur des Romains et de leur décadence* de Charles-Louis de Segondat, baron de Montesquieu : la liberté perdue. Dans son essai, *Rome, Du libéralisme au socialisme*, il creuse cette réponse en répondant d'abord à la question : comment l'Empire est-il apparu ? Qui pourrait expliquer pourquoi et comment il a disparu.

Les mots de libéralisme et de socialisme n'existent pas à l'époque. Philippe Fabry explique leur emploi dans cet essai lumineux, qui retrace, en ses lignes de force, l'histoire de Rome : « Appeler par des termes recouvrant des réalités modernes des faits passés n'est nullement un anachronisme dans la mesure où l'on se montre capable de démontrer que les éléments de définition pertinents

Évaluation du site

Ce site est animé par une équipe de journalistes. De tendance libérale, Il diffuse des articles engagés concernant l'actualité générale.

Cible
Grand Public

Dynamisme* : 12

* pages nouvelles en moyenne sur une semaine

se retrouvent dans les deux situations évoquées ; on met alors seulement en lumière l'existence d'un invariant, l'un de ces concepts permanents que la philosophie aristotélicienne nomme les universaux. »

Il fallait vraisemblablement que l'auteur fût à la fois historien et juriste, comme c'est le cas de Philippe Fabry, pour que soit convaincante la démonstration d'une thèse selon laquelle Rome chut en passant du libéralisme au socialisme.

Ainsi Philippe Fabry démontre que la République romaine, succédant à la Monarchie étrusque, a instauré dans ses débuts les bases juridiques d'un état de droit, la loi garantissant la liberté, la *libertas*, et l'isonomie (l'égalité des droits, civils sinon politiques), c'est-à-dire les bases d'un authentique libéralisme, qui ont pris la forme de la *Loi des Douze Tables*.

Dans ses débuts, l'État républicain est minimal. Il assure à moindre coût les fonctions régaliennes, dont la justice : *« En ce qui concerne la justice, elle se présentait comme un système accusatoire dans lequel un litige n'est porté devant les tribunaux que dans la mesure où un plaignant décide d'agir en justice. C'est alors à chacune des parties de tenter de convaincre le juge de son bon droit. Pour terminer la procédure, les parties peuvent négocier un accord sans aller jusqu'au jugement. »*

Quels sont les effets de cet état de droit (à ne pas confondre avec l'État de droit, où l'État est censé être limité par la hiérarchie des normes et où la justice est inquisitoire) ? L'optimisation du rendement et le dynamisme de la société, la production de richesses par l'échange, l'attractivité de la *roman way of life* pour les voisins.

À nos yeux d'aujourd'hui il y a tout de même un sacré bémol : l'esclavagisme demeure, comme chez tous les voisins de Rome. Il manque donc dans cette société romaine la reconnaissance de la dignité de tous les êtres humains, qui distinguera son libéralisme de sa version moderne. Il convient tout de même de préciser : *« Durant les deux premiers siècles et demi de l'histoire de la République romaine, ceux du temps brillant du libéralisme affirmé, l'esclavage resta très marginal, les guerres demeurant limitées et ne déversant pas des flots d'esclaves comme cela devait commencer à se produire à partir du IIIe siècle avant Jésus-Christ, avec les premiers conflits de grande ampleur que furent les guerres puniques. »*

Ce sont justement les guerres puniques qui sont à l'origine de la mutation du libéralisme vers le socialisme de la République romaine.

AVE, CAESAR!



L'enrichissement ne va plus résulter de l'échange mais de la prédation, laquelle va profiter aux élites et prendre la forme d'un socialisme par le haut, ou capitalisme de connivence. Ce dernier, fauteur de ruine et de déséquilibres économiques, suscitera à son tour des revendications sociales, qui prendront la forme d'un socialisme par le bas : « *redistribution publique de la richesse, fourniture publique gratuite des moyens de subsistance aux citoyens pauvres.* »

L'antagonisme de ces deux formes de socialisme se traduira par des guerres civiles et aboutira au principat où le socialisme impérial sera tout de suite à l'œuvre. La période d'anarchie militaire, qui suivra, ne freinera pas mais, au contraire, achèvera de liquider l'héritage républicain et préparera l'avènement du dominat, c'est-à-dire de la « soviétisation » de l'Empire.

Philippe Fabry dit « soviétisation » : n'est-ce pas exagéré ? Même pas : « *Avec Dioclétien l'Empire n'est plus romain, il est Empire tout court. Il n'est plus l'hégémonie d'une nation sur ses voisins mais la domination d'un État unique sur un ensemble de territoires. La bureaucratie et l'administration représentant cet État en tout point du monde romain s'accroît et s'organise sur le modèle de l'armée.* »

Le modèle économique devient étatiste. Le syndicalisme des corporations devient obligatoire. La production des manufactures d'État est planifiée. Les impôts fleurissent et la pression fiscale augmente. Les prix flambent. Lactance peut écrire : « *Le nombre de ceux qui recevaient commençait à être plus grand que celui de ceux qui payaient.* »

L'état de droit ? « *Les droits naturels lockéens garantis dès le début de la République, après avoir subi les attaques du pouvoir sous le principat, et une négation de principe dans la toute-puissance de l'empereur dès Auguste, étaient désormais proprement ignorés.* »

Philippe Fabry résume : « *Au total la vie économique, politique, artistique, religieuse sous l'Empire romain au IVe siècle devait ressembler assez fortement à ce qu'elle était sous Brejnev en URSS (et dans les pires moments sous Staline) ou à ce qu'elle peut être aujourd'hui en Corée du Nord : toute la*

population du monde romain était enrégimentée par le socialisme impérial et en subissait, directement ou indirectement, les effets. »

Philippe Fabry ajoute que « *les faiblesses observées du système impérial [...] sont celles de tous les régimes totalitaires* » : « *Priorité absolue donnée au maintien du système en place, inefficacité dans la production économique, corruption, clientélisme.* »

Le fruit était mûr. Il suffisait d'une poussée pour qu'il tombe...

Ce qui est inquiétant avec ce précédent, c'est qu'il peut très bien se reproduire à notre temps. L'auteur établit ainsi un parallèle troublant entre l'histoire romaine et l'histoire américaine et conclut par ces interrogations : « *Les États-Unis se sont-ils engagés sur la pente du socialisme, de la guerre civile et de l'Empire ? Plus encore : comme Rome, après avoir conduit le monde sur le chemin de la prospérité par la liberté, l'entraîneront-ils vers la ruine et la servitude ? L'Amérique entendra-t-elle la leçon de son aînée antique ou partagera-t-elle les causes de sa décadence comme celles de sa grandeur ?* »

Heureusement que « *le pire n'est pas toujours sûr* », comme aurait dit Paul Claudel...

— **Philippe Fabry, *Rome, du libéralisme au socialisme*, Jean-Cyrille Godefroy, 2014, 160 pages.**